



Défendre nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail, c'est aussi défendre les missions de la gestion publique.

La période de crise sanitaire a rappelé, à celles et ceux qui l'avaient oublié, l'importance de services publics de qualité, seuls à même de répondre aux besoins essentiels de la population. Mais les attaques constantes dont ils font l'objet depuis plus de 30 ans n'ont toutefois pas cessé.

À la DGFIP, les plans massifs de restructurations s'égrènent sur tout le territoire. Industrialisation et externalisation vont croissantes.

La disparition des trésoreries s'amplifie par la création de services de gestion comptable (SGC). Nous avons toujours défendu le maintien du conseil et de la gestion dans une même mission. Par la création des conseillers aux décideurs locaux (CDL), on a créé des services ou des fonctions aux objectifs différents qui ont, de l'aveu même de la DG, du mal à se coordonner...

La suppression du numéraire avec le zéro cash complique les démarches des usagers les plus fragiles et des régisseurs.

Les délocalisations des Centres de gestion des retraites (CGR), du Centre de services bancaires de Versailles, se font sans la moindre considération des agentes et des

agents affecté-es dans ces services.

La constitution de cellules départementales de recouvrement est la première étape du processus conduisant à l'externalisation de la mission.

Les expérimentations et nouveautés se multiplient : compte financier unique, Centre de gestion financière...

Le NRP et les délocalisations constituent ainsi l'attaque la plus violente et la plus massive contre le réseau des services de proximité.

Ajoutons que ces restructurations massives ne se font que par l'implication et les efforts fournis par les agentes et les agents pour les mettre en œuvre en plus de la gestion quotidienne.

Alors, à l'heure où la DG ose annoncer une reconnaissance de l'engagement des agent-es, en fait sans moyens véritables et sous la forme d'une pauvre prime pour la seule année 2021, il est urgent et essentiel de revendiquer de vraies mesures.

Pour exiger l'arrêt des fermetures de trésoreries et des suppressions d'emplois
Pour défendre une gestion publique véritablement au service des usagères et des usagers
Pour un rattrapage véritable des pertes salariales

TOUS ET TOUTES GRÉVISTES LE 5 OCTOBRE !